

La lettre de Leterme aux Bruxellois

■ DÉBAT: le ministre-président flamand livre, en exclusivité pour "La Tribune", sa vision de Bruxelles. A suivre: la position des leaders francophones.

Bruelles est une ville hors du commun. En tant que carrefour entre les communautés linguistiques de notre pays, comme capitale fédérale et internationale, et face à une multiculturalité croissante, Bruxelles est en quelque sorte le microcosme de la société belge.

Bruxelles a une vocation particulière dans différents domaines: la ville jouit d'une renommée internationale et européenne comme centre d'affaires et de services. Pour la Belgique, la ville est le forum de rencontre entre décideurs politiques des communautés et des régions; de plus, Bruxelles exerce un pouvoir d'attraction spécifique sur des hommes et des femmes venus des quatre coins du monde.

De ce fait, Bruxelles est aussi confrontée aux problèmes inhérents à toute métropole, des problèmes qui sont la préfiguration d'une société mondialisée et multiculturelle. Une gouvernance qualitative de Bruxelles requiert dès lors une politique dynamique et flexible qui doit avoir recours à des outils efficaces et efficaces.

A cela s'ajoute que Bruxelles joue un rôle important dans la complexe structure institutionnelle de notre pays. Suite aux différentes réformes de l'Etat, Bruxelles s'est vu conférer un statut spécifique.

Et Bruxelles a en effet besoin d'un statut adapté vu qu'il s'agit d'une ville-région, limitée au point de vue territorial et ce, contrairement à la Flandre et la Wallonie. Cependant, l'approche institutionnelle qui consiste à traiter

la Région de Bruxelles-Capitale comme une simple copie des deux autres Régions aboutit à des situations parfois absurdes (ainsi, un seul fonctionnaire y est chargé de la politique agricole), et à une politique qui ne tient pas compte de la spécificité bruxelloise.

Je suis convaincu que la problématique du renforcement de la viabilité et des réformes socio-économiques qui s'imposent à Bruxelles ne doit plus être abordée dans le cadre du scénario

taire classique mais qu'il faut au contraire identifier les lacunes du cadre g e s t i o n n e l bruxellois et ce d'une manière objective et efficace.

Bruxelles souffre actuellement d'un manque de transparence au niveau administratif, en raison d'une multitude de centres décisionnels: 1 Région, 2 Communautés, 3 Commissions communautaires, 6 zones de police, 19 communes, 19 CPAS. Agoria Bruxelles a calculé que les permis d'urbanisme y relèvent de pas moins de 20 instances décisionnelles, et qu'il existe à Bruxelles plus de 800 règlements communaux différents sur une superficie de 161 kilomètres carrés. Inutile de dire que cela ne sert pas les intérêts

des citoyens, ni des entreprises. Le moment me semble dès lors venu de repenser cette jungle administrative.

Bruxelles a besoin d'une approche différenciée, non pas pour rogner les ailes à Bruxelles mais bien pour lui offrir des chances réelles de se profiler comme une ville-région dynamique à part entière et comme capitale nationale et internationale. Cette démarche ne peut se fonder que sur une politique cohérente: ainsi, une politique efficace en matière

de mobilité est parfois entravée par la possibilité d'intervention des communes (par exemple dans la politique en matière de stationnement, des sites réservés au bus,...). Pas facile non plus de mener une politique de sécurité co-

hérente dans six zones de police. Les instruments politiques pour faire face aux énormes défis auxquels est confrontée chaque grande ville, tels que la lutte contre l'exclusion sociale et le manque de logements, sont éparpillés entre la Région, les communes, les CPAS et les commissions communautaires. Cela n'est pas de nature à améliorer la situation de la vaste population bruxelloise de démunis et de sans-abri.

Bruxelles a en outre besoin d'une collaboration plus étroite avec la Flandre et la Wallonie: pour faire face à ses défis, Bruxelles doit collaborer beaucoup plus étroitement avec les deux grandes entités fédérées. La solution au problème du chômage à Bruxelles ne peut être trouvée dans une Région bruxelloise qui s'isole de la Flandre et la Wallonie. Dans d'autres domaines également, tels que mobilité, travaux publics et environnement, une collaboration plus suivie s'impose.

Bruxelles n'est pas uniquement une question de financement; la question porte essentiellement sur une structure de gouvernance efficace, qui évite des chevauchements entre niveaux décisionnels et où la priorité est donnée à la qualité, à la transparence et au financement durable, compte tenu de la réalité de Bruxelles comme ville-région et comme capitale nationale et internationale.

Dans cette optique, la Flandre veut tendre la main à Bruxelles. Nous voulons donner à Bruxelles le rôle qui lui incombe en tant que grande ville et centre socio-économique et contribuer à son développement comme ville-région dynamique. C'est la meilleure façon de répondre aux besoins de la population bruxelloise et des entreprises établies à Bruxelles. Bruxelles ne doit pas être vue comme un problème mais bien comme un défi.

YVES LETERME

**Ministre-Président
du Gouvernement flamand**